

## L'Arms Control est-il soluble dans la RMA ?

Thérèse DELPECH

La révolution des affaires militaires n'a pas encore eu lieu. Ainsi baptisée pour convaincre l'administration et le Congrès d'investir des moyens financiers suffisants dans les nouvelles plates-formes, les nouvelles armes et les nouveaux types d'entraînement qu'elle requiert, la révolution des affaires militaires n'a pas reçu à ce jour à Washington, selon ses promoteurs, la reconnaissance qu'elle est en droit d'attendre. C'est un des constats de l'Administration Bush, qui souhaite corriger les « insuffisances » dont le président Clinton se serait rendu coupable dans ce domaine. Ce sont donc les prochaines années et les prochaines décennies qui pourraient permettre de saisir la nouveauté des concepts opératoires qui se cachent sous cette appellation. Mais la littérature sur le sujet est déjà suffisamment abondante pour qu'il soit possible de saisir le sens des bouleversements annoncés. La révolution des affaires militaires a pour objectif principal de tirer le meilleur parti possible des sciences de l'information pour les forces américaines. Il s'agit de leur permettre de disposer d'une transparence aussi grande que possible du champ de bataille et d'une bonne intégration de chaque combattant sur de vastes théâtres d'opérations. Les forces doivent en effet être dispersées, en raison des dangers que pose la concentration des hommes dans des environnements où l'usage d'armes de destruction massive ne peut être exclu. Alors que le mot d'ordre a longtemps été de concentrer les forces, il s'agit maintenant de les disperser et de les doter d'une flexibilité maximum. À l'avenir, les systèmes d'information et de communication seront de plus en plus nécessaires pour le renseignement et la détection, cela va sans dire, mais aussi pour la gestion des moyens d'interception et pour le déploiement de forces lors de crises régionales. Les effets de cette révolution sur l'arms control sont mal connus et ne constituent pas un des sujets de prédilection de ses promoteurs.

En effet, la philosophie qui préside à la révolution des affaires militaires est axée sur l'idée de domination, peu propice à la négociation, qui suppose, sinon une relation d'égalité, du moins une reconnaissance mutuelle. Si l'ambition est de développer des instruments de puissance, voire de suprématie, à l'aide de technologies où l'Amérique dispose d'une avance considérable pour ses applications militaires, la négociation de limitations des armements, offensifs et défensifs, ne s'impose pas. Le souci de dominer le champ de bataille est celui d'une partie de l'opinion américaine peu favorable à l'arms control, tenu pour une pratique héritée de la guerre froide et largement « dépassée ». Nécessaire pour maintenir avec l'adversaire principal, l'ex-URSS, des réseaux de communication destinés à diminuer son imprévisibilité et à prévenir des investissements militaires excessifs, l'arms control aurait perdu sa raison d'être. Il serait aujourd'hui utilisé essentiellement par les pays qui connaissent un retard technologique sur l'Amérique pour lui interdire de progresser et de creuser son avantage. L'arms control est donc souvent considéré au sein de la nouvelle administration comme contraire aux besoins de défense de l'Amérique au XXI<sup>e</sup> siècle. Cette tendance est illustrée par

---

Thérèse Delpech est Directeur des affaires stratégiques au Commissariat à l'énergie atomique (France).

la non-ratification du Traité d'interdiction complète des essais, l'hostilité au Protocole de vérification des armes biologiques ou la volonté de sortir du Traité ABM. Dans ce dernier cas, un des soucis est lié aux limitations imposées aux essais des systèmes défensifs, et non seulement aux déploiements, car les essais nécessaires pour le développement de systèmes mobiles ou de systèmes combinant des moyens ABM et non ABM sont interdits. Certes, un membre du National Security Council, a fait à la Conférence annuelle sur la non-prolifération du Carnegie Endowment en juin 2001 un discours très ouvert sur l'importance des traités multilatéraux. Mais il ne traduisait pas un consensus ni même une position dominante. Les difficultés de la vérification, l'absence d'accord des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité sur la prolifération, l'impossibilité de venir à bout des proliférateurs les plus déterminés, les contraintes que les traités font peser sur des développements technologiques prometteurs, tout cela pèse lourd dans la balance, et dans un sens qui n'est pas favorable à l'arms control.

En outre, les instruments de contrôle des technologies qui contribuent à la révolution des affaires militaires, notamment les technologies de l'information, sont pratiquement inexistantes, surtout dans un univers régi par la mondialisation. Qu'il s'agisse d'informatique ou de cryptographie, les besoins civils sont aujourd'hui tels que la frontière avec les applications militaires manque totalement de clarté. Pour les gros ordinateurs, les seuils ont été considérablement élevés dans les dix dernières années pour les contrôles à l'exportation (de l'ordre de 20 fois) et c'est une tendance qui ne fera que s'affirmer. Les terminaux portables qui doivent être sécurisés pour des transactions ont à présent un seuil de cryptographie proche des seuils militaires, quand il ne les dépasse pas. En bref, il paraît de plus en plus illusoire de prétendre contrôler efficacement ces outils technologiques. C'est même là une des données dont les futurs conflits devront tenir compte sinon s'accommoder.

L'ère de l'information serait donc, contrairement à l'ère nucléaire, peu propice à l'arms control pour toute une série de raisons, politiques et techniques. La réalité est cependant plus complexe que ne le laisserait entendre un examen superficiel. Tout d'abord, les procédures de vérification des

*L'ère de l'information serait donc, contrairement à l'ère nucléaire, peu propice à l'arms control pour toute une série de raisons, politiques et techniques.*

accords de désarmement bénéficieront et continueront de bénéficier des progrès des sciences de l'information. Ceci est vrai des opérations de renseignement et de celles de surveillance à distance, au sol ou dans l'espace, qu'il s'agisse de vérifications acceptées par les différentes parties ou non. Ces opérations ne remplacent pas les inspections sur place, surtout dans le cas de programmes d'armes de destruction massive, et plus encore quand il s'agit de biologique ou de chimique, mais elles peuvent fournir de précieuses informations, qu'il est ensuite possible de vérifier, si la coopération des États est acquise. Dans des environnements non coopératifs, comme ceux que présentent l'Iraq et la Corée du Nord, il est plus important encore de tirer le meilleur parti possible des moyens d'information qui ne requièrent pas le consentement des États. Après presque trois ans d'absence d'inspections en Iraq, c'est même devenu une réflexion indispensable, surtout dans la conjoncture actuelle.

Des effets induits de la révolution des affaires militaires sur le désarmement doivent aussi être pris en considération. Les conséquences sur les armes nucléaires tout d'abord, qui sont les plus remarquables. L'utilisation croissante des technologies de l'information et la mise au point d'armes conventionnelles précises de longue portée peut contribuer à diminuer l'importance des armes nucléaires dans la doctrine militaire américaine et conforter la volonté de ceux qui veulent procéder à des réductions unilatérales. Sans être idéales, car invérifiables et réversibles, ces décisions contribuent à l'effort de désarmement. La perspective d'un arsenal américain de 2000 têtes nucléaires pourrait être annoncé à l'issue de la « Nuclear Posture Review », à la fin de l'année 2001, et permettre ainsi à la Russie d'annoncer des réductions comparables. Ce qui rend ces réductions possibles aux yeux du Pentagone, ce n'est pas uniquement le changement d'époque et le fait que l'URSS a disparu. C'est aussi, précisément, la révolution des affaires militaires, qui permet aux défenses antimissiles de

faire des progrès constants, et qui rend possible la mise au point de missiles conventionnels de moyenne et longue portée de plus en plus précis. Certaines des missions actuellement confiées aux armes nucléaires pourraient l'être désormais à des armes conventionnelles. Les Soviétiques avaient déjà fort bien compris les risques que ces nouvelles armes faisaient peser sur les silos et sur la dissuasion en augmentant les chances d'une première frappe victorieuse. Ces missiles conventionnels peuvent être perçus comme l'aboutissement logique de l'évolution qui avait déjà conduit les États-Unis à abandonner, dans les années 70, la stratégie anti-cités pour une stratégie anti-forces. Ce premier changement avait déjà contribué à réduire le rôle des armes nucléaires, comme le souligne justement George A. Keyworth, un des conseillers du président Reagan. Les missiles à têtes multiples de précision croissante augmentaient déjà la possibilité d'une première frappe et donc aussi le risque d'une confrontation. En ce sens, contrairement à une idée reçue, le Traité ABM a encouragé la modernisation des moyens nucléaires offensifs, qui ont eux-mêmes diminué la stabilité stratégique pour autant que celle-ci reposait sur l'absence d'avantage à une première frappe sur les moyens nucléaires de l'adversaire. L'Initiative de défense stratégique aurait cherché à tirer les conclusions que ce constat imposait : le risque d'attaque augmentant, il fallait désormais songer à se défendre. Au même moment, les missiles de longue portée avaient acquis des précisions suffisantes pour être dotés de têtes conventionnelles.

À une époque où l'affrontement avec l'URSS a disparu, d'autres motivations que la destruction des silos adverses apparaissent en faveur d'armes conventionnelles de longue portée. La recherche de la précision dans le bombardement a, depuis longtemps, au moins en partie pour origine le désir de ne plus avoir recours aux armes nucléaires qui, même dans des versions très précises, comportent des effets collatéraux très significatifs. S'ils peuvent être supprimés avec des têtes conventionnelles susceptibles d'atteindre et de détruire les cibles visées, le recours au nucléaire pourrait être diminué d'autant. Certains voient même dans les armes précises à longue portée la fin du nucléaire et de la dissuasion. Cette vision radicale a peu de chances de triompher au Pentagone, mais il est indiscutable que la révolution des affaires militaires joue un rôle dans les plans américains de réductions nucléaires unilatérales. Dans son discours à Annapolis, le 25 mai 2001, le président Bush a annoncé la conversion d'une partie des sous-marins nucléaires pour les équiper d'armes conventionnelles précises. Même si cette conversion reste très partielle (il pourrait s'agir de quatre bateaux seulement), c'est le signe d'une tendance. Dans une version plus radicale, le cœur des missions nucléaires serait très limité, et réservé à des objectifs durcis qui résistent aux armes conventionnelles. On ne peut exclure dans les prochaines décennies une évolution progressive des forces américaines dans cette direction, compte tenu de l'hostilité que les militaires ont toujours manifesté au nucléaire, qui demeure largement entre les mains des politiques, surtout au moment où les armes nucléaires tactiques sont de moins en moins nombreuses dans l'arsenal américain. Enfin, la tendance américaine à faire la guerre dans les cieux, sans déployer d'hommes au sol, dans toute la mesure du possible, pourrait aussi encourager cette évolution. Frapper des cibles à grande distance avec une précision croissante, sans « dommages collatéraux », est un des rêves de l'Amérique. C'est une version aseptisée de la guerre qui a peu de chances de triompher dans les conditions réelles des conflits, mais elle exerce une fascination compréhensible dans une société très développée, où les souffrances de la guerre sont de moins en moins tolérées. Les événements tragiques du 11 septembre 2001 à New York et à Washington ont déjà en grande partie annulé cette illusion. Une des premières déclarations du président Bush sur le conflit qui allait opposer l'Amérique et ses alliés au terrorisme a porté sur l'impossibilité de le conduire sans victimes.

Les applications de la RMA en Asie, où l'Amérique se prépare à d'éventuels affrontements dans les prochaines décennies, sont évidentes, compte tenu de la fragilité des bases américaines au

*Les technologies de l'information et la révolution des affaires militaires devraient surtout jouer un rôle croissant dans les scénarios régionaux, les plus probables pour l'engagement des forces américaines.*

sol dans la région. Mais les technologies de l'information et la révolution des affaires militaires devraient surtout jouer un rôle croissant dans les scénarios régionaux, les plus probables pour l'engagement des forces américaines. La stratégie américaine à l'égard des puissances régionales reposera en effet davantage sur des forces conventionnelles considérables et des défenses limitées que sur des forces nucléaires, à l'exception peut-être d'armes nucléaires miniaturisées anti-bunker ou destinées à détruire des installations clandestines souterraines qui ne peuvent être atteintes avec des explosifs conventionnels. Cela pour plusieurs raisons : tout d'abord la légitimité du recours au nucléaire dans des scénarios où la survie de l'État n'est pas en cause sera de plus en plus contestée. En second lieu, au fur et à mesure que les moyens de se dispenser du nucléaire apparaissent, sa zone d'action diminue en conséquence. Enfin, la conviction se répand que les armes nucléaires doivent être réservées aux conflits majeurs, principalement pour dissuader leur usage par d'autres puissances nucléaires. Des puissances nucléaires régionales qui feraient usage de leurs moyens s'exposeraient à un traitement comparable, mais seules des attaques chimiques ou biologiques massives sur des troupes en opérations extérieures ou sur des populations de pays alliés voisins de ces opérations pourraient sans doute justifier une réponse nucléaire. Les défenses passives et actives devraient faire face aux autres hypothèses. Pendant la guerre du Golfe déjà, où a eu lieu la première démonstration en vraie grandeur de l'utilisation des technologies de l'information pour détruire les défenses des adversaires, les menaces américaines adressées à Saddam Hussein pour le cas où il utiliserait des armes chimiques contre les forces de la coalition ou les populations civiles n'étaient accompagnées d'aucun plan de cibles pour les armes nucléaires. Cela ne signifie pas nécessairement que le message du président Bush était un pur bluff, comme certains l'ont prétendu à tort, mais c'était en tout cas l'indication que la préparation d'un possible scénario nucléaire n'était pas allée très loin.

Les défenses antimissiles, dont les performances dépendent étroitement de moyens satellitaires, de radars et d'ordinateurs très puissants, sont souvent perçues comme une remise en cause de la dissuasion pour des raisons que la genèse de l'IDS explique aisément. Elles ne seraient cependant qu'une étape dans la sortie de l'univers nucléaire. La véritable supériorité militaire ne serait acquise que par ceux qui comprendraient l'usage des technologies de l'information, capables selon les promoteurs de la RMA d'interdire à l'adversaire la possibilité même de combattre. En faisant espérer une capacité de destruction quasi immédiate des cibles les plus sensibles de l'adversaire, associée à une protection des systèmes domestiques, la révolution des affaires militaires mettrait fin au cycle de la dissuasion, mais aussi au règne de la guerre dans les relations internationales. Autant dire qu'elle rendrait l'arms control tout aussi désuet.

Quelle croyance faut-il accorder à ces propos ? À moins de considérer que l'Amérique se bat avec un adversaire qui lui ressemble, aussi dépendant qu'elle des technologies de l'information, c'est une image peu convaincante des futurs conflits et l'Afghanistan devrait en apporter une nouvelle preuve. Même si, comme c'est probable, des progrès considérables verront le jour dans la coordination

*Même si, comme c'est probable, des progrès considérables verront le jour dans la coordination des forces, la puissance de projection, les capacités d'observation et de surveillance, le « brouillard de la guerre » se maintiendra sous de nouvelles formes.*

des forces, la puissance de projection, les capacités d'observation et de surveillance, le « brouillard de la guerre » se maintiendra sous de nouvelles formes. Les conflits de l'après-guerre froide utilisent bien souvent des armes conventionnelles souvent rudimentaires. Il va sans dire que toute la problématique des « petites armes », qui ne fait que gagner de l'importance, est peu touchée par ces rêves technologiques. On peut ainsi avoir

au cours d'un même conflit des armes américaines de nouvelle génération dans les cieux et des armes blanches à terre, qui massacrent les civils. Ce fut le cas au Kosovo. En Asie centrale, dans le conflit qui oppose les Taliban aux forces du nord du pays, les villages voient leur population masculine régulièrement égorgée à l'arme blanche par l'armée de Bin Laden. La conjonction de soldats américains et plus largement occidentaux de plus en plus protégés et de civils sans défense était

jusqu'à présent une des données des conflits « post-modernes », mais les risques encourus par les soldats américains dans le nouveau conflit qui commence vont peut-être aussi mettre fin à cette protection, sans pour autant garantir la sécurité des civils, menacés par de nouveaux attentats. L'Amérique en est consciente. Les programmes anti-terroristes concentrent déjà des volumes financiers non négligeables aux États-Unis (10 milliards de dollars en 2000) et nul ne doute qu'ils vont croître encore dans les prochaines années. Il faut aussi songer à la protection des populations alliées et des coalitions armées. Surtout si les adversaires des États-Unis, ne pouvant prétendre se battre sur le terrain de la puissance américaine (l'utilisation des technologies de l'information précisément) font le choix d'un recours aux armes de destruction massive, pour s'attaquer à ce qui est perçu comme la principale faiblesse de l'Amérique, la crainte de perdre des hommes. L'incitation indirecte mais réelle à l'acquisition de ces armes dans un univers hyper-technologique ne doit pas être sous-estimée. C'était déjà une des leçons tirées par certains pays de la guerre du Golfe. Elle a dû être confortée par la guerre du Kosovo. Et chacun redoute à présent aussi une utilisation possible d'armes de destruction massive par des organisations non étatiques. Alors que les pays occidentaux ont tous renoncé aux armes chimiques et biologiques, alors qu'ils ont tous diminué le rôle des armes nucléaires dans leurs doctrines militaires, il n'en va pas de même dans toutes les parties du monde. C'est une excellente raison de protéger et de renforcer les traités multilatéraux, les vérifications qu'ils comportent, et le règne du droit dans les relations internationales. Ceci même s'il faut renforcer des efforts d'une autre nature pour protéger les soldats et les populations civiles d'attaques qui ne peuvent plus aujourd'hui passer pour des hypothèses hasardeuses. L'Europe a un retard considérable dans ce domaine.

La révolution des affaires militaires est aujourd'hui confrontée à une révolution de la violence. La victoire ne sera pas nécessairement obtenue grâce aux technologies de l'information, qui ont montré leur incapacité à prévenir les terribles attentats qui ont frappé New York et Washington. L'excessive confiance des États-Unis dans leur maîtrise des sciences de l'information, notamment pour leurs applications militaires et de renseignement, a créé une génération de stratèges qui n'accordent pas le poids qui convient à des techniques beaucoup plus rustiques de la part de leurs adversaires (réseaux terroristes utilisant des moyens de communications aussi discrets que les réseaux d'espionnage par exemple) ainsi qu'à la désinformation, qui a toujours joué un rôle essentiel dans les conflits. Ce n'est pas parce que l'on peut écouter les conversations téléphoniques du monde entier que l'on est informé, et moins encore que l'on est capable de transformer cette information en connaissance de l'adversaire. C'est une des dures leçons du conflit qui vient de commencer. Il ne s'agit déjà plus aujourd'hui de contrôle des armements, mais de limites d'un conflit qui s'annonce impitoyable.